

**Conseil économique et social**

Distr.: Limitée  
18 avril 2007

Français  
Original: Anglais

---

**Commission pour la prévention du crime  
et la justice pénale****Seizième session**

Vienne, 23-27 avril 2007

Point 5 de l'ordre du jour provisoire\*

**Utilisation et application des règles et normes des Nations Unies  
en matière de prévention du crime et de justice pénale****Nigéria: projet de résolution**

La Commission pour la prévention du crime et la justice pénale recommande au Conseil économique et social d'adopter le projet de résolution ci-après:

**Renforcement des principes fondamentaux relatifs à la conduite  
des magistrats**

*Le Conseil économique et social,*

*Rappelant* la Charte des Nations Unies, dans laquelle les États Membres se déclarent résolus notamment à créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et à réaliser la coopération internationale en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales sans aucune discrimination,

*Rappelant aussi* la Déclaration universelle des droits de l'homme<sup>1</sup>, qui énonce en particulier les principes de l'égalité devant la loi, de la présomption d'innocence et du droit qu'a toute personne à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal compétent, indépendant et impartial créé par la loi,

*Rappelant* que le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques<sup>2</sup>, garantissent l'un et l'autre l'exercice de ces droits, et que le Pacte international relatif aux droits civils et politiques garantit en outre le droit d'être jugé dans un délai raisonnable,

---

\* E/CN.15/2007/1.

<sup>1</sup> Résolution 217 A (III) de l'Assemblée générale.

<sup>2</sup> Résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale, annexe.



*Rappelant* la Convention des Nations Unies contre la corruption<sup>3</sup> qui, à son article 11, oblige les États parties, conformément aux principes fondamentaux de leur système juridique et sans préjudice de leur indépendance, à adopter des mesures pour renforcer leur intégrité et prévenir les possibilités de corruption des membres du système judiciaire, y compris des règles concernant la conduite de ces membres,

*Convaincu* que la corruption des magistrats met en péril l'état de droit et entame la confiance du public dans le système judiciaire,

*Convaincu également* que l'intégrité, l'indépendance et l'impartialité des magistrats sont des préalables pour la protection effective des droits de l'homme et le développement économique,

*Rappelant* la résolution 40/32 de l'Assemblée générale en date du 29 novembre 1985, dans laquelle l'Assemblée a fait siennes les résolutions adoptées par le septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, tenu à Milan (Italie) du 26 août au 6 septembre 1985, y compris la résolution contenant les Principes fondamentaux relatifs à l'indépendance de la magistrature<sup>4</sup>,

*Rappelant également* la résolution 40/146 de l'Assemblée générale en date du 13 décembre 1985, dans laquelle l'Assemblée accueillait avec satisfaction les Principes fondamentaux relatifs à l'indépendance de la magistrature,

*Rappelant en outre* les recommandations adoptées par le neuvième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, tenu au Caire du 29 avril au 8 mai 1995<sup>5</sup>, concernant l'indépendance et l'impartialité de la magistrature et le bon fonctionnement des services de poursuite et des services légaux dans le domaine de la justice pénale,

*Rappelant en outre* la résolution 2003/43 de la Commission des droits de l'homme sur l'indépendance et l'impartialité du pouvoir judiciaire, des jurés et des assesseurs, et l'indépendance des avocats, dans laquelle la Commission prenait note des Principes de Bangalore sur la déontologie judiciaire et portait ces principes à l'attention des États Membres, des organes de l'Organisation des Nations Unies et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales concernées pour qu'ils les examinent,

*Rappelant en outre* la résolution 2006/23 du Conseil économique et social en date du 27 juillet 2006 sur le renforcement des Principes fondamentaux relatifs à la conduite des magistrats, dans laquelle le Conseil soulignait que les Principes de Bangalore sur la déontologie judiciaire<sup>6</sup> représentaient une nouvelle évolution et étaient complémentaires des Principes fondamentaux relatifs à l'indépendance de la magistrature, et invitait les États Membres à encourager, dans le cadre de leurs systèmes juridiques internes, leurs magistrats à prendre en considération ces Principes, lorsqu'ils examineraient ou élaboreraient des règles relatives au comportement professionnel et éthique des membres des professions judiciaires,

---

<sup>3</sup> Résolution 58/4 de l'Assemblée générale, annexe.

<sup>4</sup> Voir le *septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants*, Milan, 26 août-6 septembre 1985: *rapport établi par le Secrétariat* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.86.IV.1), chap. I<sup>er</sup>, sect. D.2, annexe.

<sup>5</sup> Voir A/CONF.169/16/Rev.1, chap. I<sup>er</sup>, résolution 1, sect. III.

<sup>6</sup> Résolution 2006/23 du Conseil économique et social, annexe.

1. *Prend note avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général sur le renforcement des Principes fondamentaux relatifs à la conduite des magistrats<sup>7</sup>, en particulier des progrès signalés par plusieurs États Membres concernant l'application des Principes de Bangalore sur la déontologie judiciaire<sup>8</sup>;
2. *Engage* les États Membres à continuer d'encourager leurs magistrats à prendre en considération les Principes de Bangalore sur la déontologie judiciaire, lorsqu'ils examineront ou élaboreront des règles relatives au comportement professionnel et éthique des membres des professions judiciaires;
3. *Se réjouit* de la finalisation imminente du commentaire relatif aux Principes de Bangalore sur la déontologie judiciaire et félicite le Groupe intergouvernemental d'experts à composition non limitée constitué conformément à la résolution 2006/23 du Conseil économique et social et le Groupe judiciaire sur le renforcement de l'intégrité de la justice pour leurs travaux;
4. *Prie* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de faire traduire le commentaire sur les Principes de Bangalore sur la déontologie judiciaire dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies et de le diffuser aux États Membres, à des tribunes judiciaires internationales et régionales et aux organisations concernées;
5. *Prie* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, conformément aux recommandations du Groupe intergouvernemental d'experts, de poursuivre ses travaux visant à élaborer un guide sur le renforcement des moyens et de l'intégrité des magistrats et de communiquer ce guide aux États Membres pour commentaire;
6. *Prie* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de convoquer un groupe intergouvernemental d'experts à composition non limitée, en coopération avec le Groupe judiciaire sur le renforcement de l'intégrité de la justice et d'autres tribunes judiciaires internationales et régionales, pour finaliser le guide technique sur le renforcement des moyens et de l'intégrité des magistrats, en tenant compte des commentaires reçus des États Membres;
7. *Prie également* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en particulier par l'intermédiaire de son Programme mondial contre la corruption, d'élaborer et de mettre en œuvre des projets et activités de coopération technique visant à aider les États Membres à appliquer les Principes de Bangalore sur la déontologie judiciaire;
8. *Prie en outre* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime d'étudier la possibilité d'élaborer des projets et activités de coopération technique visant à renforcer les moyens et l'intégrité d'autres institutions de justice pénale, en particulier les services de poursuite et la police;
9. *Remercie* les États Membres qui ont versé des contributions volontaires à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour financer ses activités de coopération technique visant à renforcer les moyens et l'intégrité des magistrats, y compris à promouvoir l'application des Principes de Bangalore sur la déontologie judiciaire;

<sup>7</sup> E/CN.15/2007/12.

<sup>8</sup> Résolution 2006/23 du Conseil économique et social, annexe.

10. *Invite* les États Membres à verser des contributions volontaires, le cas échéant, au Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale afin de financer l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour qu'il apporte, par l'intermédiaire de son Programme mondial contre la corruption, une assistance technique, sur demande, aux pays en développement et aux pays en transition pour qu'ils renforcent les moyens et l'intégrité de leurs magistrats, y compris en appliquant les Principes de Bangalore sur la déontologie judiciaire;

11. *Prie* le Secrétariat de soumettre les Principes de Bangalore sur la déontologie judiciaire et le commentaire qui s'y rapporte, à la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption, à sa deuxième session;

12. *Prie* le Secrétaire général de rendre compte à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, à sa dix-septième session, de l'application de la présente résolution.

---